

## Article

---

« La rivalité et les affrontements de l'U.R.S.S. et de la Chine en tant qu'États »

Pierre Genevey

*Études internationales*, vol. 1, n° 1, 1970, p. 15-20.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700003ar>

DOI: 10.7202/700003ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## LA RIVALITÉ ET LES AFFRONTEMENTS DE L'U.R.S.S. ET DE LA CHINE EN TANT QU'ÉTATS

Le réveil des nationalismes dans le monde communiste a de quoi surprendre.

L'universalité de la doctrine, l'internationalisme qu'elle professe auraient dû entraîner un effacement progressif et finalement total du sentiment national. Cela n'a pas été le cas, et une longue évolution a conduit Moscou, cette année même, à reconnaître la diversité des modèles socialistes. Ainsi le communisme ne s'est pas révélé un facteur de cohésion politique.

Cette constatation ôte beaucoup de force à la thèse suivant laquelle l'opposition sino-soviétique serait avant tout doctrinale. En réalité, il s'agit bien davantage d'un même système parvenu à deux degrés d'évolution différents.

Le communisme soviétique a cinquante ans d'âge ; il s'applique aujourd'hui à un pays fortement industrialisé. La prise de conscience des problèmes économiques a réintroduit en Russie la notion de rentabilité. La dictature du prolétariat a fait place à une direction technocratique. Le terme même de « dictature du prolétariat » s'est effacé devant la notion d'un

« État du peuple tout entier ». Une telle évolution était inévitable.

Le communisme chinois, lui, a vingt ans ; il n'a rien perdu de sa force révolutionnaire. Rien d'étonnant qu'à ses yeux, le système soviétique, avec sa hiérarchie et sa bureaucratie, apparaisse comme sclérosé. Les *bolcheviks* de 1919 avaient cru, eux aussi, à la révolution permanente. Mais la révolution permanente, c'est l'anarchie. Et il y a gros à parier que les générations qui nous suivront verront une Chine démaoïsée abandonner la révolution permanente pour un régime d'ordre, si du moins elle ne préfère pas retourner à l'état de désordre du passé.

### 1. Rôle des oppositions doctrinales \*

Dans un pays où la doctrine communiste, inculquée à tout un peuple dès l'enfance, est devenue le fondement de la société, c'est le dogme qui apporte aux gouvernants, défenseurs du dogme, l'adhésion de la masse. Ce dogme tient sa force de sa

*Pierre GENEVEY est administrateur du Centre d'études de politique étrangère de Paris.*

\* Les sous-titres sont de la Direction de la Revue.

valeur universelle. S'il est contesté, c'est le système politique tout entier qui est ébranlé.

Entre pays communistes, quand des rivalités surgissent pour d'autres causes, la querelle se transpose d'elle-même sur le terrain du dogme. C'est par là que les gouvernants ont plus facilement prise sur les masses. La propagande entre en jeu et la doctrine n'est plus qu'un moyen au service du nationalisme.

C'est ce qui se passe aujourd'hui entre Chine et Union soviétique. La doctrine n'est pas tant l'*objet* que le *moyen* de leur affrontement.

En politique étrangère, se déroule un jeu semblable : c'est au nom de la doctrine que la Chine condamne la politique extérieure de l'U.R.S.S. ; mais, si les circonstances le permettaient, elle serait sans doute la première à suivre la voie où Moscou s'est engagé. C'est dans les faits plus que dans les principes que la politique de Moscou se heurte constamment à celle de Pékin : ainsi, de façon sourde, au Nord Viêt-nam et en Corée du Nord ; ainsi encore, de façon plus directe, dans la politique de non-prolifération nucléaire ; ainsi encore, de façon éclatante, lors du conflit indo-pakistanaï de 1965, lorsque l'intervention soviétique contraignit la Chine à abandonner le Pakistan. La conférence de Tachkent fut alors considérée à Pékin comme une défaite chinoise.

En dix ans, les relations entre les deux pays ont viré de l'entente à l'affrontement. Apparemment, la tension a éclaté au grand jour en 1959, et la révolution culturelle l'a encore aggravée. Dans les six derniers mois, il y a eu six incidents graves aux frontières, et l'opinion publique a été mobilisée pour des manifestations de masse.

En réalité, le conflit est beaucoup plus ancien. Il remonte à plusieurs siècles.

Les motifs d'opposition ne manquent pas entre ces deux empires immenses et hétérogènes, aux frontières artificiellement tracées. Ils s'opposent par leurs ethnies, par leurs intérêts, par tout ce qui différencie un peuple hautement civilisé (le plus anciennement civilisé du monde) — qui a connu l'humiliation d'être traité en nation mineure, — et un peuple qui a toujours été indépendant et qui vient seulement d'émerger du Moyen Âge pour accéder à une civilisation scientifique avancée.

## 2. Un conflit d'impérialismes

De plus en plus, le conflit sino-soviétique apparaît comme un conflit d'impérialismes, dans la tradition classique des conflits territoriaux.

Visiblement, il se manifeste par une certaine agitation que la Chine semble vouloir entretenir le long de ses frontières avec l'U.R.S.S. Cette agitation est-elle une simple mise en scène, ou bien la manifestation d'une revendication fondamentale ? Doit-elle être prise au sérieux ou non ? Est-elle également voulue et entretenue du côté soviétique ? À ces questions, nous pouvons essayer de répondre en toute objectivité et indépendance, avec le détachement que nous confère le recul.

1) En premier lieu, la Chine a bien raison d'être affectée d'un complexe d'encerclement. Rejetée de la communauté des nations, entourée de pays ouvertement ou sourdement hostiles, elle se trouve depuis un quart de siècle dans une situation analogue à celle de la Russie en 1919. Il n'est pas étonnant que se pose pour elle le problème de ses frontières et de sa sécurité.

2) En second lieu, et principalement depuis la révolution culturelle, cette situation a eu pour effet de développer une réaction nationaliste. Nationalisme et ex-

pansionnisme vont souvent de pair. En France, nous nous souvenons des cartes de revendications territoriales qui paraissaient en Allemagne et en Italie avant 1939. Hitler s'attribuait la Bohême, la Pologne, la moitié de la France. Mussolini réclamait la Tunisie, la Corse, Nice et la Savoie. Eh bien, en 1954, une carte a été publiée à Pékin, qui indiquait les revendications territoriales de la Chine ; elles n'étaient pas minces : une partie du Kazakhstan, la province maritime de l'Amour, Sakhaline, la Birmanie, les îles Andaman, la Malaisie, la Thaïlande, le Vietnam, Formose, les îles Riou-Kiou et la Corée ! Sans doute était-ce le fait d'éléments irresponsables. Mais à partir de 1963, ce fut le gouvernement lui-même de la Chine populaire qui fit état pour la première fois de revendications territoriales.

En 1964, Mao Tsé-toung déclarait à un journaliste japonais : « La Chine n'a pas encore demandé de comptes à l'U.R.S.S. au sujet de Vladivostok, de Khabarovsk, du Kamtchatka ni des autres territoires situés à l'est du lac Baïkal, qui sont devenus territoires russes. » Il ajoutait que les Russes s'étaient appropriés des territoires qui ne leur appartenaient pas, non seulement en Asie, mais aussi en Europe, en Pologne, en Roumanie, en Allemagne. La Chine se faisait ainsi le champion de l'irrédentisme antisoviétique.

3) En troisième lieu, la Chine est parfaitement fondée à réclamer le redressement de certaines injustices dont elle a été victime au temps de sa faiblesse, quand elle était considérée par les puissances occidentales (Russie comprise) sur le plan des pays colonisés. Les territoires où sa souveraineté s'était exercée, ceux où elle estimait avoir des droits de l'étendre, ont été alors considérablement amoindris ; et ce sentiment de frustration est loin d'être éteint.

4) Il existe à l'intérieur des deux empires des minorités ethniques dont le *rattachement* actuel peut être considéré comme *artificiel* : populations musulmanes, tribus de l'Asie centrale. Rien pour l'instant ne fait douter de leur loyalisme ; mais on sait combien une propagande bien conduite peut influencer sur de telles situations, et comment, du jour au lendemain, des problèmes peuvent se poser là où, la veille, il n'y en avait pas. Constatons donc seulement que, de part et d'autre de la frontière sino-soviétique, il existe une zone d'incertitude potentielle.

5) Enfin, si la *pression démographique* ne cesse pas de s'accroître en Chine, elle sera un jour tentée de trouver un exutoire. Ce jour-là, l'Asie se trouverait placée dans la situation de l'Europe au temps des théories hitlériennes de l'espace vital. Or, quelles perspectives sont ouvertes à la Chine dans son environnement immédiat ? Le Sud-Est asiatique offre à coup sûr le terrain le plus attrayant par son climat et sa fertilité. Mais il est lui-même surpeuplé, et les populations qui y sont établies ont spontanément marqué leur opposition à la pénétration chinoise. La Russie d'Asie, au contraire, a une densité de population égale à un septième de celle de la Chine. La Mandchourie compte 57 habitants au kilomètre carré alors que la province soviétique contiguë n'en compte pas 2.

### 3. Un long contentieux historique

La première délimitation de frontière entre les deux empires date du traité de Nertchinsk, en 1688, traité auquel les Chinois se réfèrent volontiers, car c'est en violation de ce traité que les tzars, profitant de la faiblesse chinoise, s'emparèrent au XIX<sup>e</sup> siècle des provinces de l'Amour et de l'île de Sakhaline. La domination russe sur ces territoires ne date que d'un peu

plus de 100 ans. En 1858, le traité d'Aïgoun livrait à la Russie les pays au nord de l'Amour ; en 1860, le traité de Pékin leur livrait la région côtière entre l'Oussouri et la mer — ce qu'on appelle la province maritime — avec la rade que les Russes baptisèrent Vladivostok, c'est-à-dire « Domination de l'Orient ». Le mot à lui seul résonne comme un défi et trahit le caractère de conquête et d'aliénation. Ainsi, rien d'étonnant que cette partie la plus orientale de la frontière soit la plus manifestement contestée. C'est là que ce sont produits au mois d'avril de cette année de sérieux incidents qui, d'ailleurs, se sont fréquemment reproduits depuis.

Suivons maintenant vers l'ouest cette frontière sino-soviétique, la plus longue du monde. Nous abordons la limite entre la Mongolie intérieure chinoise et la Mongolie Extérieure d'Oulan Bator. Autrefois, ce pays faisait partie intégrante de l'empire chinois ; aujourd'hui, la Mongolie Extérieure, d'obéissance strictement soviétique, est le vassal le plus inconditionnel de Moscou, et une rectification de frontière a même incorporé à l'U.R.S.S. une portion non négligeable de son territoire. On a pu longtemps considérer cette région comme une zone contestée où peuvent naître des crises. La population mongole étant coupée en deux, comment Pékin ne songerait-il pas à réunir les deux Mongolies en une même province chinoise ? Moscou, de son côté, considère que la Mongolie d'Oulan Bator, pays indépendant, est justifiée à réclamer la constitution d'une grande Mongolie aux dépens de la Chine. Mais la mainmise totale de l'U.R.S.S. sur la Mongolie Extérieure a récemment transformé le problème, en faisant de ce territoire une base soviétique particulièrement menaçante pour la Chine.

Poussant encore plus à l'Ouest, nous arrivons aux confins du Sin-kiang chinois et du Kazakhstan soviétique, troisième

zone de friction. En 1963, cette région a été le théâtre de sérieux incidents. D'autres se sont produits depuis lors, et même cette année. D'un côté de la frontière, c'est la vallée fertile et peuplée de Ferghana, une des plus belles réussites de la colonisation soviétique en pays musulman : zone vitale pour l'U.R.S.S. pour son rayonnement en Islam, pour ses expériences d'agriculture en terres arides ; zone qui abrite aussi le centre spatial de Baïkonour. De l'autre côté, le Sin-kiang est un très important carrefour de communications ; il renferme d'immenses ressources minières en charbon, en fer, en cuivre, en pétrole, en uranium. C'est aussi une partie de l'arsenal nucléaire de la Chine, et il est certain qu'une mainmise soviétique sur le Sin-kiang porterait pour longtemps un coup très grave au développement de la puissance militaire nucléaire chinoise — pour assez longtemps, peut-être, — pour que l'évolution politique de Pékin ramène entre les deux pays un climat de compréhension. La première fois que les Chinois émirent des prétentions territoriales hors de leurs frontières, ce fut là. La réplique de Krouchtchev en 1964 fut brutale : « Le Sin-kiang, disait-il, n'est pas la Chine : il serait mieux rattaché à l'U.R.S.S. Il est peuplé de Kasaks et de Kirghiz qui y vivent : or la plupart des Kasaks et des Kirghiz vivent en Union soviétique. » Il est vrai que, sur 7 millions d'habitants, le Sin-kiang ne compte que 2 millions de Chinois, pour la plupart récemment implantés.

#### 4. Une zone frontalière convoitée

De ce coup d'œil sur la zone frontalière, certaines conclusions se dégagent.

D'abord, les revendications chinoises doivent être prises au sérieux. Non qu'elles doivent conduire fatalement et à bref délai à un véritable conflit armé : la

Chine a sans doute d'autres moyens d'action que la conquête par les armes. Reconnaissons au moins que les griefs chinois ne manquent pas de fondement. Quant aux trois zones névralgiques que j'ai citées, elles diffèrent profondément quant aux données locales, et quant aux chances de succès qu'elles offriraient aux deux antagonistes.

a) La frontière du Sin-kiang est la plus proche des centres vitaux de l'U.R.S.S., la mieux desservie pour les Soviétiques. À l'inverse, pour Pékin, c'est la plus lointaine et la moins bien desservie. Pour l'U.R.S.S., c'est la plus facile à défendre, c'est aussi celle derrière laquelle pourrait le plus commodément se préparer une action préventive ; et l'on voit bien quel avantage l'U.R.S.S. en tirerait. Pour le moment, les chances d'une tentative chinoise de grande envergure dans cette région sont très faibles ; on ne peut en dire autant du côté soviétique.

b) Le théâtre de l'Amour et de l'Oussouri, plus éloigné de Moscou, plus proche de Pékin, est stratégiquement moins favorable à l'U.R.S.S. pour une action militaire offensive ou défensive. L'U.R.S.S. est contrainte d'y entretenir en permanence des forces importantes et ne dispose que de lignes de communications à faible rendement pour les renforcer.

c) La Mongolie Extérieure ne sépare que théoriquement les deux antagonistes : L'occupation militaire et le contrôle étroit auxquels elle est soumise de la part de l'U.R.S.S. excluent pour l'instant toute initiative chinoise. Ce n'est qu'en cas d'affaiblissement notable de l'un ou de l'autre régime que pourrait naître l'occasion d'une action paramongole au profit de l'un ou de l'autre.

J'ajouterai quelques mots sur l'idée d'une action préventive déjà évoquée par l'autres conférenciers, et à laquelle je viens

de faire allusion, en me bornant à des constatations de fait.

Constatons d'abord que l'U.R.S.S. a le plus grand intérêt à ne pas vivre sous la menace nucléaire chinoise. Constatons aussi que, présentement, la Chine n'a pas encore atteint le degré de puissance nucléaire qui la rendrait véritablement dangereuse. Mais cette situation prendra fin dans les délais prévisibles.

Constatons d'autre part que la répulsion qu'inspire généralement l'idée d'une action préventive répond au cas des super-puissances, pour lesquelles une attaque préventive ne peut être que nucléaire. Rien de tel s'il s'agit de l'U.R.S.S. et de la Chine. Une opération éclair, menée avec des moyens conventionnels, pourrait porter un coup fatal à certaines installations nucléaires essentielles de la Chine, et retarder pour longtemps son développement.

Pour peu vraisemblable qu'elle soit, cette perspective est possible, et cela suffit pour qu'on ne la néglige pas.

## Conclusion

Aujourd'hui, la crise sino-soviétique est au premier rang des préoccupations des deux gouvernements ; il semble cependant peu conforme aux intérêts des deux antagonistes que cette crise aboutisse à un conflit militaire majeur. Du côté chinois, une agression est rendue impossible par l'écrasante supériorité militaire soviétique. Du côté soviétique, la tentation d'une action préventive — bien qu'elle ne soit pas totalement à exclure — se heurterait à de sérieux obstacles psychologiques. Mais en dehors des conflits ouverts, il reste une large place pour d'autres modes d'action.

En premier lieu, c'est l'activité de groupes fractionnistes mettant en cause l'orthodoxie du régime en place, pour le déconsidérer et finalement le renverser. La

propagande révolutionnaire au sein du parti, doublée d'une action sur l'opinion publique, est l'arme la plus facile à manier par Pékin vis-à-vis de Moscou et par Moscou vis-à-vis de Pékin.

On peut également imaginer des menées subversives opérant sur des groupes ethniques partagés par la frontière actuelle et tendant à remettre en question leur rattachement. Une telle situation peut être provoquée en de nombreux points de la frontière par l'un des deux adversaires au détriment de l'autre.

Quel rôle jouent alors les incidents de frontières ? Deux interprétations me semblent possibles.

La première — que l'on pourrait appeler celle du moindre mal — c'est que, de part et d'autre, on entend mobiliser l'opinion en entretenant un climat permanent d'insécurité par des escarmouches à répétition. Dans cette interprétation, les incidents de frontière ne sont pas destinés à dégénérer en conflit ouvert : ils n'ont pour objet que d'entretenir un sentiment de mé-

fiance et d'hostilité que l'on se propose d'exploiter par d'autres moyens.

Cette interprétation paraît rationnelle. Elle n'est pourtant pas la seule. Il en est une autre qui a aussi sa logique ; certains incidents de frontière seraient provoqués par l'U.R.S.S. pour lui servir de prétexte à une attaque préventive destinée à retarder l'accession de la Chine à un degré dangereux de développement nucléaire, étant entendu que cette action pourrait être graduée, et revêtir des formes variées quant à son interprétation et sa durée.

De ces deux interprétations, la première répond sans doute aux intentions chinoises. On souhaiterait qu'elle s'applique également à l'U.R.S.S., mais pour le moment, nul ne peut l'affirmer avec certitude. Ce qui est sûr, c'est que le choix appartient au Kremlin.

Quant à nous, spectateurs d'un conflit intérieur à un système qui n'est pas le nôtre, la sagesse nous commande de tenir le balance égale entre les deux adversaires et d'éviter de prendre parti pour l'un ou pour l'autre.